

Environnement économique et perspectives trimestrielles

- Suisse** La croissance pourrait ralentir au troisième trimestre 2024. La conjoncture européenne aura très probablement un effet négatif sur l'activité économique. La poursuite de la guerre en Ukraine, tout comme les goulots d'étranglement dans l'offre mondiale de biens et les pressions inflationnistes, auront certainement un impact sur la croissance en Suisse. Le renchérissement du franc suisse n'inquiète plus. La BNS a encore baissé son taux directeur et pourrait poursuivre dans les prochains mois le desserrement de sa politique monétaire. Le taux d'inflation est maintenant nettement plus faible après des sommets records, les prix se sont stabilisés. La question centrale de l'allègement des politiques monétaires par la plupart des banques centrales rend incertaines les perspectives de croissance de l'économie.
- USA** L'économie américaine pourrait s'affaiblir quelque peu dans les prochains mois. La Fed, prête à soutenir le secteur bancaire mais soucieuse d'une inflation trop élevée, devrait néanmoins poursuivre la baisse de son taux directeur. Mais une pause dans la détente de la politique monétaire ne devrait pas non plus être exclue. Le secteur de l'emploi et les services affichent moins de vigueur, la consommation des ménages est encore soutenue. Le secteur de l'immobilier est bien entouré. Les sociétés américaines pourraient voir leur rentabilité s'éroder même si certains secteurs profitent déjà d'une demande forte de certaines matières premières. Une croissance plus hésitante en Europe et dans le reste du monde devrait pénaliser les sociétés exportatrices. Ce scénario est moins optimiste malgré les mesures prises par la Fed et l'administration fédérale. L'impact géopolitique provoqué par l'invasion de l'Ukraine et une politique monétaire encore restrictive rendent incertaines les perspectives de croissance dans les prochains mois.
- Europe** La production industrielle ralentit sur le continent. Les taux de croissance ne progressent plus et certains pays européens ne sont plus en mesure d'assainir leur déficit budgétaire. La BCE veut réduire son bilan, a baissé ses taux mais reste prudente sur la poursuite de la détente de sa politique monétaire, probablement plus favorable vers la fin de cette année. Le secteur des services et les exportations restent stables. Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a laissé son directeur inchangé au plus haut niveau depuis seize ans et cela malgré une inflation sous contrôle. Après les élections législatives, le nouveau gouvernement aura la tâche ardue de réduire la dette qui atteint environ cent-pourcent du Produit intérieur brut. Le nouveau Chancelier de l'Echiquier prendra des mesures fiscales très importantes; d'autres mesures seront néanmoins nécessaires pour soutenir une conjoncture médiocre.
- Asie** Le gouvernement japonais est fermement décidé à soutenir la croissance tout en contrôlant l'inflation. La Banque du Japon mène maintenant une politique monétaire légèrement plus restrictive. Le « quantitative easing » est bel et bien terminé, un premier changement depuis dix-sept ans. La politique budgétaire a atteint ses limites et la dette publique reste très élevée. L'économie de l'archipel reste ferme mais la consommation privée est hésitante. Les exportations progressent très fortement. En Chine, le gouvernement prend des mesures pour relancer une économie en très nette perte de vitesse. Le secteur de l'immobilier est en crise et le taux élevé de chômage des jeunes inquiète. En Inde, des mesures sont prises pour encourager la croissance.

Devises - Perspectives

- CHF Stable, bénéficiant de son statut de monnaie-refuge
- USD Stable
- EURO Stable
- GBP Stable
- JPY Stable
- Or Soutenu
- Pétrole Ferme

Marchés financiers - Perspectives

	Suisse	Europe	UK	USA	Japon
Taux d'intérêt	baisse	baisse	baisse	baisse	baisse
Obligations	stable	stable	stable	stable	stable
Actions	hausse	hausse	hausse	hausse	hausse

E. GUTZWILLER & C^{IE}

BANQUIERS

L'évaluation de l'environnement et des perspectives économiques qui précède ne doit pas être interprétée en tant que recommandation d'achat ou d'investissement. Elle n'est pas le résultat d'une analyse financière et ne correspond donc pas aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers.